

Déclaration européenne sur la situation en France

Non à l'état d'urgence et à toutes les discriminations

lundi 14 novembre 2005, par [Mouvements européens](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2005).

Déclaration adoptée par les participants et participantes à la réunion de Florence pour « une Charte pour une autre Europe » les 12 et 13 novembre 2005, à propos de la situation en France.

En juin dernier, un enfant de onze ans mourait à La Courneuve, dans le département de Seine-Saint-Denis (93), victime de deux balles perdues. Le ministre de l'intérieur français, Nicolas Sarkozy, avait en réponse promis de « *nettoyer les banlieues au karcher* », et toute une population s'était alors sentie insultée par ces propos. Fin octobre, deux adolescents, Zyed et Bouna, mouraient électrocutés dans des circonstances non encore élucidées, pour avoir voulu échapper à l'hypothèse d'un contrôle de police, ce qui en dit long sur les rapports entre la police (notamment celle qui opère aujourd'hui dans les banlieues, la « BAC », " brigade anti-criminalité ") et la jeunesse des cités. Pour celle-ci en effet, les contrôles au faciès, l'humiliation et le sentiment d'injustice (garde à vue répétitives, tabassages, etc.) sont quotidiens, alors que dans le même temps, la perspective d'un emploi stable et d'un avenir digne s'éloigne toujours plus (pour les jeunes des cités, les taux de chômage atteignent jusqu'à 50 % et la discrimination à l'embauche, en raison du nom ou de l'adresse est une donnée structurelle).

Or, ces deux jeunes ont d'entrée été présentés comme coupables potentiels par le même Nicolas Sarkozy, avec le soutien du gouvernement, qui est allé jusqu'à parler de « *racaille* ». Là encore, ce ne sont pas les quelques trafiquants des cités qui se sont sentis vilipendés, mais toute une population. La goutte d'eau a fait déborder le vase. « Chauffés à blanc » par un quotidien fait de contrôles policiers à répétition, de mépris, d'humiliations, de précarité, de chômage, d'exclusion, de stigmatisation en tant qu' « *étrangers* » alors qu'ils sont le plus souvent français, de marginalisation des initiatives politiques qu'ils prennent pour revendiquer leurs droits, les jeunes des cités populaires, directement et le plus violemment touchés par les politiques néolibérales à l'œuvre depuis plus de 30 ans, ont littéralement « explosé ». Ils ont exprimé leur révolte en brûlant, dans leurs propres quartiers, des voitures, des bus, des crèches, des écoles, des bureaux de postes, des équipements sociaux dont paradoxalement, les habitants desdits quartiers ont un besoin crucial.

Face à cette situation, le gouvernement français a poursuivi son cynisme

politique en conjuguant à nouveau propos méprisants et insultants et répressions, allant jusqu'à recourir à une loi datant du 3 avril 1955, établie à l'époque pour la guerre d'Algérie, et permettant d'établir « l'état d'urgence », en même temps que d'autoriser des interdictions de séjour pour " *toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics* ", des assignations à résidence pour " *toute personne [...] dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre publics* « , la fermeture des » *lieux de réunion de toute nature* " et l'interdiction des " *réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre* ". Le gouvernement a même prévu des perquisitions de nuit. Il peut, en outre, faire " *prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature* ", et donner compétence aux juridictions militaires en concurrence avec les juges ordinaires.

Plutôt, donc, que de répondre, à partir d'un dialogue élargi aux jeunes et à l'ensemble des forces nombreuses déjà mobilisées sur le terrain (associations, citoyen-ne-s, élu-e-s, syndicats), aux problèmes de fond posés à l'ensemble de la société française par le sort réservé à ses « quartiers populaires de banlieues », le gouvernement n'a encore une fois choisi que la voie de la répression et de la limitation des libertés. Mais les banlieues, comme l'ensemble de la société française, n'ont pas besoin d'état d'exception : elles ont besoin, urgemment, de justice, de respect et d'égalité, de services publics de proximité, d'une autre politique.

Notre solidarité va vers celles et ceux qui s'opposent aux discriminations de toute nature, à la mise en cause des libertés individuelles et collectives, aux politiques néolibérales. Nous condamnons fermement les choix du gouvernement français. Nous nous mobilisons pour faire grandir dans toute l'Europe des choix alternatifs qui seuls pourront établir la justice et la solidarité sociales, ainsi que le respect pour toutes et tous de la dignité et de la citoyenneté